

L'Europe et la Russie sont-elles entrées dans l'engrenage irréversible nous menant à la guerre ?



De nombreuses sources de tensions subsistent avec Russie, en dépit du rapprochement qui a eu lieu entre François Hollande et Vladimir Poutine, après les attentats de Paris.

Avec Alexandre Del Valle

Avec Michael Lambert

Atlantico : La possibilité d'une guerre avec la Russie est-elle complètement à exclure ? Pourquoi ?

Alexandre Del Valle : Toute possibilité d'une guerre avec la Russie est profondément exclue. En vérité, prétendre le contraire ne serait absolument pas sérieux. Et pour cause : un tel conflit n'aurait aucun intérêt. Pas le moindre, pour personne. En outre, en dépit de capacités militaires respectables, la Russie sait pertinemment ce qu'elle vaut. Si elle est peut-être capable de l'emporter contre certains pays de l'OTAN, elle se retrouve très clairement dans l'incapacité de vaincre l'ensemble de la coalition. Dans cette situation, le jeu d'alliance qu'implique le traité atlantique nord fait incontestablement office de force de dissuasion. C'est également le cas du nucléaire, dont l'Occident et la Russie disposent tout deux. Pour ces deux raisons, tout risque de conflit ouvert avec la Russie n'est tout simplement pas envisageable.

D'autant plus que la Russie n'est pas la seule à ne pas désirer ce conflit : au sein de l'Europe même, les avis sont très divisés. Certes, on trouve de nombreux pays à l'est très marqués anti-russes et qui, pour la plupart, pourraient chercher la confrontation. C'est le cas d'une majorité des anciens satellites de l'Union Soviétique, qui ont tendance à se rapprocher beaucoup des Etats-Unis, à l'exception de la Hongrie. Cependant, tous les pays Occident ne voient pas la situation de cet oeil-là. Plusieurs pays latins, par exemple, ne sont pas opposés à un rapprochement avec la Russie. C'est également le cas de l'Allemagne ou de l'Italie. En France, Nicolas Sarkozy avait tenté de se rapprocher de Vladimir Poutine quand il exerçait Président de la République. François Hollande a fait de même après les attentats du Bataclan.

Ce n'est pas tout : en dehors même du potentiel conflit que nous évoquons, d'autres nations se dressent contre cette idée. La Chine, alliée importante de la Russie, refuse vertement toute confrontation directe. Il n'est pas impossible qu'à l'avenir, l'Empire du Milieu devienne un ennemi ouvert des pays d'Occident (les zones de tensions existent, les rivalités également), mais dans l'immédiat il s'agit encore d'un pays mercantile qui ne peut pas se permettre de participer à un conflit mondial l'opposant à ses clients. Personne n'a le moindre intérêt à une guerre ouverte, en dépit de toutes les tensions qui persistent. Si conflit il doit y avoir, celui-ci ne pourra pas prendre d'autres formes que celui d'une guerre conventionnelle indirecte, comme ce fut le cas pendant la Guerre Froide.

[>>> Lire aussi - Les années en 15, clés chaque siècle ? Ce que nous pouvons attendre pour le 21ème au sortir de 2015](#)

Michael Lambert : La résurgence d'un conflit armé entre Moscou et le monde occidental est un thème sérieux dans la mesure où les frictions entre ces deux espaces n'ont cessé de s'accroître depuis le début de la Crise en Ukraine. Afin d'établir une perspective

cohérente de la situation sur elle continent, il faut rappeler qu'aujourd'hui l'Europe se compose de pays membres de l'Union européenne et de l'OTAN, membres de l'Union européenne mais pas de l'OTAN, de l'OTAN mais pas de l'Union européenne, et pour finir n'appartenant à aucun de ces ensembles.

En théorie, l'appartenance d'un pays à l'Alliance amène à l'application de l'Article 5 du Traité de Washington en cas d'agression contre celui-ci, ce qui engendre l'intervention militaire de l'ensemble des membres. Sachant que l'OTAN comprend des puissances nucléaires comme les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France, une attaque contre un pays de modeste taille comme l'Estonie engendrerait de lourdes conséquences pour le Kremlin. Cette approche reste cependant purement théorique, et on ignore réellement quels Etats membres de l'Alliance oseraient aider l'Estonie et s'ils sont véritablement prêts à envisager une riposte nucléaire contre la Russie. Malgré cela, l'OTAN reste le meilleur élément pour assurer la sécurité d'un pays en cas de conflit.

Il reste dès lors à noter que le Kremlin a développé un ensemble de stratégie pour contourner l'application de l'Article 5, c'est le cas de la Guerre hybride. Dans cette situation, la Russie n'est pas identifiée et identifiable comme puissance agressive, ce qui permet de contourner l'application de l'Article 5. L'OTAN cherche toujours une réponse à cette problématique en développant un processus de contre-Guerre hybride mais on ignore encore ou en sont ces travaux pour le moment.

Parallèlement à l'Alliance, être membre de l'Union européenne et de la zone euro peut également permettre d'assurer la stabilité militaire d'un pays. Dans la pratique, depuis l'échec de la Communauté Européenne de Défense en 1954, il n'existe aucune défense en cas d'attaque contre un Etat membre de l'Union. Malgré cela, il existe un ensemble d'articles signés dans le cadre de la PESD-PESC qui incitent les Etats membres à se soutenir les uns les autres. Dès lors, attaquer un pays membre de l'Union européenne revient à inciter les autres pays membres à intervenir, et une riposte semble plus probable que dans le cas de pays qui n'appartiennent ni à l'Alliance, ni à l'Union.

Dans une dernière mesure, on retrouve des stratégies singulières avec des pays membres de l'OTAN mais pas de l'Union, comme la Norvège, et d'autres de l'Union mais pas de l'OTAN, à l'image de la Suède et la Finlande. Ces pays ont une approche hybride et qui se base sur l'héritage de politique de non-alignement, en partant du principe qu'un pays neutre n'a pas à subir les ambitions impérialiste des pays voisins. Cette approche semble risquée mais paradoxalement la Finlande entretient d'excellentes relations avec la Russie.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, il apparait comme logique pour la Russie de cibler des pays qui n'appartiennent à aucune de ces organisations, ce qui est le cas des membres du Partenariat oriental (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan). Ces pays ne disposent pas des moyens militaires adéquats pour répondre en cas d'attaque et leur isolement en fait des cibles faciles pour le Kremlin. Ces conflits sont dès lors plus locaux et n'amènent pas à une dégénérescence vers un conflit entre Grandes puissances.

En dehors du contexte Européen, la Russie ne dispose objectivement pas des moyens militaires pour attaquer les Etats-Unis, et le Canada semble difficile dans la mesure où les Etats-Unis partagent une frontière avec. Les Etats-Unis disposent d'une avance technologique majeure, avec un budget largement supérieur à la Russie. Mais cette puissance s'avère relative dans la mesure où les Américains doivent à la fois soutenir des pays en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. Cette présence mondiale divise les moyens et les forces, là où la Russie concentre son attention sur des zones spécifiques. C'est la raison qui explique la Guerre en Géorgie en 2008, et le conflit en Ukraine en 2014, dans la mesure où ces pays sont les cibles les plus simples à atteindre pour Moscou et où les Etats Unis ne peuvent pas s'impliquer aussi directement que la Russie.

Cette situation relativement stable au niveau mondiale pourrait cependant rapidement dégénérer, notamment en raison de la Guerre hybride. On pourrait facilement imaginer le Kremlin s'engager dans cette voie en Estonie et finalement être identifié comme agresseur. Si tel est le cas, les pays membres de l'OTAN devront décider de la réponse à adopter.

Une situation similaire pourrait apparaître en Turquie avec le Kurdistan. L'interception d'un avion de chasse Russe par l'Armée de l'Air Turque a profondément divisé le pays et notamment les Kurdes. La Russie a commencé à tenter de diviser la population en adoptant une rhétorique singulière via des médias comme RT News. Un pari risqué car la Turquie est elle-aussi dans une perspective impérialiste et n'hésitera pas à répondre.

Pour résumer, il est fort probable de voir des conflits de taille modeste émerger dans différents pays membres du Partenariat oriental et en Turquie, mais la stabilité de l'ensemble du continent devrait être préservée sauf réaction disproportionnée d'un pays membre ou de la Russie elle-même.

Quels sont, de façon très concrète, l'ensemble des zones de risque et de tension avec la Russie ? Quelles sont celles spécifiques à l'Europe et celles, plus globales, qui concernent également les Etats-Unis ?

Alexandre Del Valle : Elles sont nombreuses. Parlons de l'Ukraine, de la Géorgie, mais aussi de la zone Serbie-Monténégro ! Récemment, l'OTAN a incité le Monténégro à rejoindre l'organisation. C'est une attitude qui est, je le crois, irresponsable de la part des pays Occidentaux. C'est très mauvais : si nous souhaitons provoquer les Russes, nous ne nous y prendrions pas autrement. Demander à des pays si proches de la Russie, dont la population est vue comme l'étranger proche, de rejoindre le giron occidental, c'est ce que nous avons fait en Ukraine. Ces pays, que la Russie considère comme des alliés stratégiques, ne doivent pas être incités à rejoindre l'Union Européenne ou l'OTAN. Les Occidentaux se comportent beaucoup trop comme un empire conquérant, avec la volonté de s'étendre à l'infini. Il est plus que temps que l'OTAN cesse de voir dans la Russie une menace et la considère comme un partenaire digne de respect. L'Union Européenne doit également cesser de s'avancer sur des territoires que les Russes estiment devoir protéger, quand ils ne les voient pas comme des terrains neutres. C'est un énorme sujet de tension : plus nous avançons vers les Balkans, plus nous braquons les Russes, plus nous nourrissons leur anti-occidentalisme.

Autre dossier particulièrement chaud : les tensions en Mer de Chine. La Russie et la Chine sont alliées, et cela a nécessairement un impact. Les forts désaccords entre Américains et Chinois présentent donc une vraie zone à risque. La présence maritime occidentale est très contestée par la Chine, qui souhaite que les forces de l'Occident, ainsi que ses alliés, libèrent les espaces qu'elles contrôlent. La tension est très forte entre la Chine, les états d'Asie du sud-est, et les Occidentaux qui veulent conserver Taïwan. En outre,

L'Occident voit d'un mauvais œil l'expansion de la Chine sur l'espace maritime qu'elle essaye de revendiquer ; beaucoup plus large que celui convenu jusqu'à présent.

Michael Lambert : Les zones à risques sont nombreuses. Pour commencer, il existe l'ensemble des Etats *de facto* dans l'espace post-soviétique. La Transnistrie, région séparatiste située entre la Moldavie et l'Ukraine est endettée à hauteur de 400% de son PIB, et dispose d'armes légères dans ses entrepôts. Ces armes sont les mêmes que celles des attaques de Charlie Hebdo et du Bataclan. Ce sont également les plus vendues à travers le monde et servent dans les conflits au Moyen-Orient et transitent ensuite au sein de l'Espace Schengen et en Amérique latine. Si les véhicules soviétiques connaissent un faible succès, les Kalachnikov connaissent un fort succès en raison de leur robustesse. On pourrait imaginer une dégénérescence de la région et un conflit avec la Moldavie comme en 1992 alors que cette dernière se rapproche de l'Union européenne depuis plusieurs années, ce qui énerve Moscou.

Dans une mesure similaire, des régions comme l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, deux régions séparatistes Géorgiennes, peuvent à la longue engendrer des tensions entre la Géorgie et la Russie. La Géorgie n'est ni membre de l'OTAN et de l'Union européenne, on pourrait donc imaginer l'apparition d'un nouveau conflit comme en 2008, le Caucase étant de loin l'espace qui comporte le plus de risques.

L'Estonie n'est pas en reste, avec la possible instrumentalisation de la minorité russophone à l'Est du pays pour débiter un processus de Guerre hybride comme en 2006. Attaquer l'Estonie semble peu pertinent car le pays est membre de l'UE, de l'OTAN et de la Zone euro. Malgré cela, Tallinn est objectivement le pivot de l'avenir des relations entre monde Occidental et monde Eurasien.

Il reste à noter que les Etats *de facto* mentionnés plus haut ne sont pas les plus dangereux pour l'avenir des relations entre Russie et monde Occidental. Novorossia, les séparatistes Ukrainiens, dont les ambitions ne sont autres que de rattacher l'ensemble du Sud de l'Ukraine, la Transnistrie et la Gagaouzie, constitue un risque pour l'ensemble du continent. Si Novorossia devait continuer de progresser, il est fort probable que les États occidentaux se décident à mobiliser des troupes en vue d'une réponse plus coercitive. On aurait dès lors l'émergence d'un conflit armé entre plusieurs puissances nucléaires.

Parallèlement à Novorossia, le Kurdistan continue le risque majeur pour le Moyen-Orient, toujours en raison de la Guerre hybride. Le Kurdistan est aujourd'hui l'épicentre d'un nouveau conflit mondial.

Enfin, Moscou a récemment fait la demande de rattachement d'1.2 millions de km² de terres en Arctique. Alors que la Russie commence à implanter ses bases militaires dans le Grand Nord, la réponse du Canada, des Etats Unis et des pays Scandinaves se fait attendre.

Dans quelle mesure est-ce que les choix de politique intérieure (et les politiciens qui les mènent) peuvent-ils avoir un impact sur les tensions entre Occident et Russie ?

Michael Lambert : Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le principal danger pour l'avenir du monde Occidental n'est pas externe mais interne. Les divergences d'opinions en Europe et aux Etats-Unis sur le rôle de la Russie amènent les partis politiques en à ne pas s'opposer unanimement à la politique de Moscou, ce qui constitue un obstacle majeur à une réponse pertinente en cas d'agression.

La stratégie du Kremlin vise à diviser pour mieux régner, plus l'Europe sera faible, et plus les Russes pourront affaiblir le continent et y imposer les valeurs Eurasiennes.

Dans cette optique, Moscou finance et supporte moralement les partis politiques anti-Europe, anti-Euro, anti-OTAN, à l'image du Front National en France ou des Républicains comme Donald Trump aux Etats-Unis. L'objectif est simple, avec le montée du Front National on assiste au rejet de la participation de la France au sein de l'OTAN, alors même que l'Alliance assure la paix et la sécurité depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. L'élection du Front National permettrait d'affaiblir l'Union européenne et à la Russie d'étendre son influence. Aujourd'hui, l'Union européenne est la seule garante du respect des Droits de l'Homme, elle assure une lutte efficace contre la corruption et permet d'envisager d'avoir des solides bases pour un programme spatial d'envergure internationale. La rhétorique anti-Europe des partis non-fédéralistes s'apparente à un anachronisme qui séduit ceux qui ne comprennent pas l'Europe et les bénéfices qu'elle apporte pour l'équilibre mondial. Une disparition de l'Union européenne serait une catastrophe identitaire, économique et politique, et laisserait à la Russie la possibilité d'exporter son modèle en opposition à des valeurs aussi élémentaires que le Droits de femmes et la protection de l'environnement.

Les élites russes soutiennent dès lors les anti-Européens car un manque de cohésion intra-Européen amène à un manque de réactivité, ce qui est l'effet recherché par les experts du Ministère de la Défense de la Fédération de Russie.

Dans le cas des Etats-Unis, le passage d'un Donald Trump serait avantageux pour la Russie car Washington pourrait se désintéresser de l'OTAN et diminuer le financement alloué qui s'élève actuellement à plus de 70% du budget total de l'Alliance. Une telle prise de position pourrait affaiblir les défenses de l'Europe contre l'Armée russe.

Qui plus est, il est probable que les Républicains ne souhaitent pas rentrer en guerre avec la Russie en cas d'agression de la part de cette dernière, et souhaitent porter leur attention sur la politique nationale en se désengageant des obligations qu'ils ont en Asie, au Moyen-Orient et surtout en Ukraine et en Géorgie. Une telle perspective serait contraignante pour la stabilité mondiale et c'est ce que cherche Moscou tant pour stimuler les ventes d'armes que pour profiter du chaos pour étendre son emprise sur les pays démunis.

Enfin, jusqu'où est-ce que l'islamisme et l'Etat Islamique peuvent-ils rallier Occident et Russie ? Cette alliance de circonstance est-elle susceptible de tenir dans la durée ?

Michael Lambert : Dans les faits, on constate les opérations militaires de la Russie d'une part, qui sont plus que pertinentes mais moins précises que celles des Occidentaux, et celles de pays comme les Etats-Unis et la France. Il semble dès lors difficile de parler d'une "coopération" dans le mesure ou la communication de l'anglais vers le russe constitue un problème majeur pour mener des actions communes. Qui plus est, les équipements et standards ne sont pas les mêmes du côté Occidental et du côté Russe, il en est de même en ce qui concerne l'approche vis-à-vis des populations civiles.

Pour la Russie, la lutte contre l'EI est un moyen de montrer les capacités militaires du pays, d'épuiser les anciens équipements soviétiques pour racheter du matériel neuf, et de former les troupes au combat. On est donc à l'opposé de la perspective Occidentale. Le Kremlin n'a pas pour objectif principal de lutter contre la menace que représente l'EI, pas plus que contre le terrorisme qui l'aide à renforcer sa position en Europe, mais de soutenir les dirigeants locaux qui leurs sont favorables depuis plusieurs années, et ainsi s'assurer une hégémonie dans cette région du monde. En conséquence, il semble difficile de dégager un véritable schéma de coopération entre monde Occidental et Russie.